

**ARRETE DU MAIRE**

N° 32 A /22 du 15 JUIN 2022

Prorogeant l'arrêté n° 63/22 du 09 février 2022, réglementant provisoirement la circulation sur les rues Miki Miki (VU100), Fanny Schmidt (VU367), Tulipiers (VU013) et Algaoué (VU256) à Saint-Michel, Ville du Mont-Dore.

**Le Maire de la Ville du MONT-DORE,  
Officier de Police judiciaire**

Vu la Loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment les dispositions de ses articles L.131-3 et L.131-4 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu l'arrêté n°2017-1513/GNC du 4 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle Calédonie ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le code de la route de Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n°295/20 du 07 juillet 2020 portant délégation de signature au profit du Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore, Monsieur Thierry MARTINEZ ;

Vu l'Arrêté n° 496/21 du Maire de la Ville du Mont-Dore du 21 septembre 2021 ;

Vu l'Arrêté n° 63/22 du Maire de la Ville du Mont-Dore du 09 février 2022 ;

Vu la demande de l'entreprise EEC représentée par Monsieur Laurent BESSIERES en date du 19 avril 2022 ;

Considérant qu'il importe de définir les prescriptions en matière de circulation applicables à tous travaux sur la voie publique afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers sur les routes en agglomération.

**ARRETE**

**Article 1** – Les dispositions de l'arrêté n°63/22 du 09 février 2022 sont prorogées pour une durée de **deux (2) mois à compter de sa date**.

Le reste sans changement.

**Article 2** – Sanctions : Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux peines contraventionnelles prévues par l'article R.610-5 du Code pénal, sans préjudice le cas échéant, des poursuites judiciaires éventuelles.

**Article 3** - Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie, affiché en Mairie et notifié à l'intéressé(e).

**Article 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de NOUVELLE-CALEDONIE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – L'entreprise EEC, le Chef de la police municipale, le Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville et la Gendarmerie de Saint-Michel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**AMPLIATIONS**

Intéressé(e) (EEC).....	1
Gendarmerie de Saint-Michel .....	1
D.S.T.P (affichage) .....	1
Police municipale.....	1
S.A.G (registre).....	1

Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur des Services Techniques  
et de Proximité

Thierry MARTINEZ

